



SECURITY DEFENSE

Business review

N° 94 • 19 Novembre 2013

L'actu de la Menace

→ Mali : ratage ou manipulation ?

A peine 24 heures après l'assassinat des 2 journalistes de RFI près de Gao au Mali, la DCRI (Direction Centrale du Renseignement Intérieur) annonçait que cet assassinat était l'œuvre de membres d'Al Qaeda ! Cette surprenante annonce appelle des questions. Comment se fait-il qu'un service, chargé en principe du renseignement dans l'Hexagone, soit si bien informé de ce qui se passe en zone de guerre, à 5000 kilomètres de Paris, et en si peu de temps ? S'agit-il d'informations interceptées en région parisienne sur des amis des assassins des journalistes ? Dans ce cas là, quelques précisions sur les réseaux jihadistes présents sur le sol français s'imposent ! Ou s'agit-il encore une fois d'un ratage dans la manipulation de l'information ? A moins que ce ne soit voulu pour cacher d'autres choses ?

→ Israël : attaque sur les systèmes de vidéosurveillance

Une des artères principales du réseau routier israélien a été fermée à cause d'une attaque informatique. Un expert a expliqué qu'un Cheval de Troie a visé le système de vidéosurveillance des péages des tunnels du Carmel le 8 septembre (ensemble routier conçu pour désengorger le trafic de la région d'Haïfa), provoquant l'interruption immédiate du trafic pendant 20 minutes. Le lendemain, une seconde interruption a duré 8 heures, entraînant de nombreux embouteillages. Les enquêteurs pensent que cette attaque est l'œuvre de pirates très compétents (tels les hackers d'Anonymous qui ont visé Israël dans leur viseur) mais ne serait pas assez sophistiquée pour émaner des services d'un gouvernement ennemi comme l'Iran. Cette révélation vient en tous cas illustrer de façon parfaite les risques qui existent sur les opérateurs d'importance vitale (OIV) d'un pays, sur la fragilité de certains systèmes de commande-contrôle et sur les réseaux de vidéosurveillance sous IP qui sont en train de se généraliser. Avec AP

→ La piraterie maritime aux mains des mafias ?

Un rapport de la Banque mondiale, l'ONU et Interpol, montre qu'en 10 ans, les pirates somaliens sont devenus une influente corporation internationale. Selon les experts, au cours des sept dernières années, les pirates somaliens et leurs confrères de la corne de l'Afrique ont reçu au moins 300 millions d'euros de la traite des êtres humains, du trafic d'armes et de drogues. Quelle que soit la somme, la part du lion revient aux véritables organisateurs qui se cachent derrière de petits groupements de pirates, des intermédiaires situés dans d'autres pays du monde. A noter également que plusieurs chefs pirates ont des liens étroits avec les cellules locales des organisations djihadistes. Mohamed Saïd, expert de la corne de l'Afrique et du continent africain, pense que 70 % de l'argent va à Londres, 20% à Dubaï et 10% restent en Somalie ! L'argent serait en fait entre les mains des criminels, mais pas de la société somalienne.

SOMMAIRE

- > Interview du GCA Christophe Gomart, DRM p.2
- > Dans les secteurs p.4
- > Les marchés financiers p.5
- > 4 questions à... p.6

AGENDA

- 25 - 27 Nov. 2013 - Sharjah, EAU Gulf Maritime
- 05 - 06 Déc. 2013 - Nantes, France Botconf'13
- 05 - 08 Déc. 2013 - Bruxelles, Belgique 15th Homeland & Global Security Forum
- 21 - 22 Janvier 2014 - Lille, France Forum International de la Cybersécurité FIC
- 06 - 09 Février 2014 - New Delhi, Inde DEFEXPO

Plus d'infos

→ Piraterie maritime

La piraterie marque une baisse spectaculaire au large de la Somalie (10 incidents seulement cette année contre 70 sur la même période en 2012) grâce aux opérations militaires terrestres anti-piraterie et à l'augmentation des gardes armées à bord des navires.

ITW du GCA Christophe Gomart

Directeur du Renseignement Militaire

◆ **SDBR : Faut-il avoir été, comme votre prédécesseur le général Bolelli, patron du 13ème RDP pour accéder au poste de directeur du renseignement militaire ?**

CG : Non, car nous ne sommes que deux, parmi mes prédécesseurs au poste de DRM, à avoir commandé le 13ème RDP. Mais c'est certainement un atout. Le 13ème RDP fait en effet partie des régiments qui œuvrent à la fois pour la Direction du Renseignement Militaire (DRM) et pour le Commandement des Opérations Spéciales (COS), en faisant de la recherche humaine (ROHUM)*, laquelle est indispensable au renseignement en complément de la recherche d'origine électromagnétique (ROEM) et de la recherche d'origine imagerie (ROIM), notamment à l'aide des satellites.

◆ **La DRM serait un outil d'anticipation stratégique, d'éclairage prospectif de la Défense et d'appui aux opérations primordiales (articulation avec le COS). Pouvez-vous clarifier cette définition ?**

La DRM a pour mission de satisfaire, de façon autonome, les besoins du ministre de la défense et du CEMA** en renseignement d'intérêt militaire, ainsi que les besoins des forces en opérations extérieures. Bien souvent, on présente la DRM d'une part comme un outil de veille stratégique et d'autre part comme un outil d'appui aux opérations. Dans ma conception, ces tâches ne s'opposent pas. Elles se complètent et s'harmonisent parfaitement dans le temps, car il y a une véritable continuité du traitement de l'information, depuis la veille stratégique jusqu'à l'appui aux opérations. La veille stratégique va éclairer l'appui aux opérations de demain et les opérations de demain éclaireront la veille stratégique d'après-demain, etc. Le Renseignement est un tout, c'est une chaîne dans le traitement de l'information. Que l'on s'intéresse aujourd'hui à un pays a priori calme, mais où peut naître une crise demain, est intéressant comme est intéressant le renseignement recueilli, par l'appui aux opérations dans un pays en crise, pour éclairer la situation d'après-crise : connaissance et anticipation. Entre veille stratégique, anticipation et appui aux opérations, il y a pour moi une continuité assez naturelle. Prenons le cas du Mali, où la France est impliquée depuis le 11 janvier 2013 avec l'opération Serval, la DRM a d'abord effectué de la veille, puis de l'anticipation, avant de terminer par de l'appui aux opérations. Cette continuité peut s'échelonner différemment selon les situations ; au Mali elle s'est accélérée au vu des événements, comme vous le savez. Il n'y a donc pas d'opposition entre les différents volets de la mission de la DRM, puisqu'ils sont liés.

◆ **Qu'est-ce que vous appelez « éclairage prospectif de la Défense » ?**

La délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense participe à l'élaboration de la politique de défense, sur la base de renseignements fournis par les services qui œuvrent à cet éclairage, dont la DRM. Le chef d'état-major des armées préside, pour sa part, le groupe d'anticipation stratégique (GAS) qui, intégrant les orientations données par le CNR (coordonnateur national du renseignement), arrête une liste de zones et des thèmes à suivre, liste qui va ensuite me servir pour déterminer les moyens de la DRM à affecter, en fonction de ces priorités. Toutefois, dans le passé, la DRM a du faire des choix de priorité et arrêter de suivre certains pays, par manque de moyens et d'effectifs suffisants.

◆ **Il y a donc des pays qu'on ne suit pas ?**

Oui car nos moyens sont limités. Des choix doivent être faits, c'est pourquoi nous concentrons nos moyens et nos efforts sur les priorités stratégiques fixées par le CEMA, pour répondre aux besoins en renseignement de nos décideurs et appuyer nos forces en opération.

◆ **Cela sous-entend-il que les signaux faibles sont difficiles à détecter dans certains pays ?**

Les signaux faibles sont relativement bien détectables dans le monde surmédiatisé dans lequel nous vivons. Ils permettront, si nécessaire, de réorienter le classement des priorités effectué par le GAS régulièrement. Il faut d'ailleurs comprendre, dans ce cadre, tout l'intérêt de la géographie dans notre fonction. A une époque ancienne, on se battait pour s'approprier les cartes géographiques. Par exemple, Napoléon travaillait à partir de la carte, avant même tout renseignement complémentaire, pour déterminer sa stratégie de bataille. A partir de la géographie, en se mettant « dans la peau » de l'ennemi, on doit pouvoir s'interroger pour imaginer sa stratégie. L'interception de communication et l'image ne sont pas suffisantes dans certains cas, et l'infiltration humaine n'est pas toujours possible. Il nous reste alors la géographie ! Dans le cas du Mali, il est fréquent de croire que le désert est uniquement plat avec des immensités de sable, or le désert ce n'est pas plat et ce n'est pas que du sable, loin de là : il y a des puits, des oasis, des passes, des pistes, qui sont autant d'indices géographiques nous permettant de trouver l'ennemi. Si vous avez vu le reportage consacré à Serval (diffusé par Antenne 2 dans le magazine Envoyé Spécial), vous avez pu constater que le massif des Ifoghas, au nord du Mali, était loin d'être plat et sablonneux : des gens y vivent, y cultivent des parcelles et savent profiter de la protection naturelle du relief pour y constituer des caches, des dépôts et des refuges !

Suite de l'interview page 3

*ROHUM : recherche d'origine humaine **CEMA : chef d'état-major des armées

◆ **Donc la géographie militaire est partie intégrante de vos moyens d'action ?**

La géographie militaire est vraiment partie intégrante de nos moyens d'analyse et d'anticipation, par exemple en superposant des cartes, des données de capteurs et des éléments recueillis sur le terrain dans le cadre des opérations. La géographie militaire est également indispensable dans les domaines de la dissuasion et du ciblage : nos avions et nos missiles de croisière volent aussi en fonction de la géographie du terrain.

◆ **Jugez-vous l'organisation actuelle, de la fonction « renseignement d'intérêt militaire » et de la DRM, adaptée aux défis qui se posent et qui se poseront ?**

La DRM a été créée il y a 20 ans par Pierre Joxe pour garantir une autonomie d'appréciation de situation, de niveau stratégique, qui n'existait pas auparavant. Cette faculté a depuis lors été utilisée dans les conflits post Guerre froide (ex-Yougoslavie, Kosovo, RCI, RCA, Afghanistan, Libye, Mali), particulièrement grâce aux moyens de recueil nationaux, entre autres dans les domaines des images et des interceptions électromagnétiques. Elle constitue pour notre pays un indéniable facteur de puissance sur la scène internationale. Dans le futur, nous serons confrontés à des défis importants liés à la problématique des volumes d'information à traiter et, dans ce domaine, nous avons encore des progrès à faire. Mes défis techniques sont liés à l'accroissement du volume des images satellitaires, des interceptions radar et des communications militaires qu'il faut traiter, notamment dans le cadre des opérations extérieures. Comment fait-on pour trier, de façon efficace, des volumes considérables de données ? Voilà le défi de demain ! La grande difficulté est de sérier les données, de pouvoir les croiser et d'établir des liens. Or, c'est précisément cela qui nous intéresse. Car ce n'est pas tout d'intercepter, il faut ensuite interpréter et analyser. Ce qui nécessite de disposer de personnels qualifiés en nombre suffisant, c'est-à-dire des linguistes adaptés, capables de traduire 7/7 et H24, ou des interprètes photos, en nombre suffisant pour être opérationnels en H24 et pour traiter un flux d'image considérable. Cela signifie aussi qu'il faut développer des systèmes automatiques capables d'aller chercher la bonne information, dans une masse gigantesque, pour la soumettre aux analystes.

◆ **Que manque-t-il aujourd'hui à la DRM ?**

La DRM est un outil efficace dont la qualité des produits est reconnue au plus haut niveau. Toutefois, nous devons encore faire un effort dans certains domaines. En cohérence interne, nous devons mettre en place une nouvelle stratégie de la performance : comment peut-on être encore plus efficace, dans notre organisation, pour répondre au mieux aux besoins du Président de la République, du ministre de la Défense et du chef d'état-major des armées ? En parallèle, il s'agit de consolider des liens pérennes et de créer de nouvelles synergies avec certains organismes dans les domaines de la géographie militaire (comme je l'ai dit plus haut) et du ciblage. En 20 ans, sont nés des organismes qui n'existaient pas lorsque la DRM a été créée. Par exemple, l'armée de Terre a fait en juin 2009 le choix de mettre son 28ème groupe géographique, le seul qui existe, au sein de la brigade de renseignement, preuve que géographie et renseignement sont liés...

◆ **Qu'entendez-vous par ciblage ?**

Le ciblage, « targeting » en anglais, est un processus décisionnel de recherche, d'acquisition, de sélection et de traitement d'objectifs d'intérêt militaire. Or, la désignation d'objectif n'existe que grâce au renseignement. Revenons au processus de base de l'arbre décisionnel : J2 le renseignement, J3 l'opération, J4 la logistique. Pour moi, le J2 est là pour dire au chef ce qu'il doit faire, le J3 va dire comment le faire et le J4 dira s'il peut le faire. Chacun concourt donc à l'efficacité de l'opération. Dans cette logique, les chaînes de renseignement doivent être parfaitement efficaces au sein de la fonction interarmées du renseignement, dont la DRM est la tête de chaîne.

◆ **Qu'entendez-vous par efficience des chaînes de renseignement ?**

En 1992 la création de la DRM, à partir de la fusion des bureaux renseignement des trois armées, a été guidée par un impératif de cohérence globale et de centralisation. Cependant dans les années 2000, les armées ont remis sur pied, au fil du temps, des structures dédiées à leurs propres besoins en renseignement. Au résultat, les chaînes d'information entre la DRM et les armées ne sont pas toujours fluides. C'est pourquoi je pense que nous devons améliorer ces chaînes d'information et instaurer de vraies relations « clients-fournisseurs », aussi bien vers l'amont que vers l'aval de l'organisation militaire. Je constate parfois un certain défaut de réactivité dans notre capacité à servir en information nos « clients » et, au-delà de nos clients directs, une certaine lenteur à diffuser la bonne information aux troupes engagées sur le terrain. C'est pourquoi, je souhaite entamer une réflexion de fond sur l'évolution de la fonction interarmées du renseignement.

◆ **Avez-vous les ressources humaines nécessaires au sein de la DRM ?**

Environ 1.600 personnels servent aujourd'hui au sein de la DRM (Creil, Paris, Strasbourg pour l'essentiel), 80% de militaires et 20% de civils. Je dispose d'une ressource de grande qualité, mais je souhaite désormais porter mes efforts sur une sélection plus affinée des différents profils dont j'ai besoin, en pesant plus efficacement sur les processus de désignation. Pour le personnel civil, nous avons besoin qu'une certaine mobilité réciproque entre services de renseignement soit possible ; cette question est l'objet d'une étude confiée par le CNR à un membre du Conseil d'Etat. Enfin, nous avons besoin de linguistes et d'interprètes images qui sont des spécialistes longs à former.

Interview réalisée par Alain Establier

Dans les secteurs

→ **Insécurité dans les transports en commun : la réponse d'Axis Communications**

Axis Communication, leader mondial des fabricants de caméras de vidéosurveillance, a demandé à l'IFOP de mesurer le sentiment des Français sur la sécurité dans les transports publics. De l'étude menée en septembre 2013, il ressort que la moitié des Français qui utilisent des transports en commun éprouvent un sentiment d'insécurité en les utilisant. Ce sentiment d'insécurité monte à 59% dans la population des 18-24 ans. Concernant l'Ile de France, 57% des utilisateurs du RER éprouvent un sentiment d'insécurité, soit plus de la moitié ! C'est intéressant à rapprocher du discours de certains ministres, expliquant depuis des années que le thème de l'insécurité n'est pas prioritaire pour les Français. Peut-être fallait-il simplement poser la question aux utilisateurs ? La conséquence est que $\frac{3}{4}$ des utilisateurs qui ont un sentiment d'insécurité (donc environ 38% de la population française, rien de moins !) ont modifié leurs habitudes de vie : pas de transport en commun le soir ou la nuit pour les femmes, sauf éventuellement en étant accompagnée, certaines lignes proscrites du fait de leur dangerosité (dans certaines gares d'IdF il y a une agression par jour), etc. Ce sont donc les voyous qui déterminent leurs habitudes puisque l'Etat n'assure pas leur tranquillité. L'étude IFOP montre l'attente des Français : en premier lieu un bon éclairage (à méditer au moment où les maires, sous pression des écolos, diminuent à tout va l'éclairage public !), en second lieu plus de forces humaines dans les transports et les lieux publics (vigiles, polices), en troisième lieu des caméras de vidéosurveillance plus nombreuses ! 92% des français sont aujourd'hui favorables à l'implantation de caméras de vidéosurveillance dans les transports et les parkings, et 82% dans les lieux publics... www.axis.com

→ **Drone MALE: il est passé par ici, il repassera par là....**

Comme nous le disions dans SDBR du 04/11/2013, les Américains refusent la francisation des drones MQ-9 Reaper, que le DGA et le ministre de la Défense ont commandés de toute urgence pour (dixit) « pallier aux attermoissements des gouvernements précédents »...Le seul problème c'est que, là encore, la précipitation semble révéler une certaine dose d'amateurisme, aidé certainement par les influences néfastes de certains intermédiaires intéressés financièrement. Au final, le dossier pourrait s'avérer empoisonné et mal traité, et risque de faire perdre 2 ans de plus à l'industrie européenne et à sa filière drone! Sous couvert de règles d'exportation de matériel militaire (ah, comme si on ne le savait pas ?) les Etats-Unis refuseraient la francisation de la partie « mission » et du système de communication. Rappelons que, dans ces colonnes, Jean-Marc Nasr PDG de Cassidian nous confiait le 30/04/2013 avoir postulé pour fournir la francisation des systèmes de drones américain. Nous imaginons que Thales et Sagem ont du faire une offre comparable. Il y a donc là le signe avant-coureur d'un désastre annoncé. Bizarrement les grands medias, habituellement si prompts à s'enflammer sur des dossiers fumeux, ne se posent aucune question. Pourtant, ils pourraient aller demander au chef d'Etat-major des Armées si son aversion chronique pour les drones de Sagem et de Thales n'est pas un peu déplacée face aux risques encourus par le dossier MQ-9 Reaper...

→ **OHB au carrefour de son avenir... ?**

Lorsqu'en janvier 2010 la société allemande OHB s'était vue attribuer, par la Commission Européenne et l'ESA (Agence Spatiale Européenne), la construction de 14 satellites pour la constellation Galileo (le GPS européen), ce fut une surprise pour le petit monde des spécialistes de l'Espace. Lorsqu'en février 2012 OHB gagna un appel d'offres européen pour 8 satellites de plus, ce fut presque un tollé chez EADS/Astrium. Depuis quelques mois, il semble que les donneurs d'ordre du programme Galileo s'inquiétaient suffisamment du retard pris par OHB dans sa feuille de route pour avoir déclenché 2 audits pour comprendre : le résultat ferait apparaître chez OHB des problèmes de choix technologiques et de conception. OHB a donc fait appel en septembre à une douzaine de spécialistes de TAS (Thales Alenia Space) pour l'aider à résoudre ses difficultés et rattraper son retard. Au lieu de cultiver dans cette affaire de l'anti-germanisme primaire et d'essayer de flairer une magouille au profit d'une petite entreprise allemande (qui fait quand même 600 millions d'euros de chiffre d'affaires annuel), certains medias et syndicats feraient mieux de s'interroger sur les raisons de l'échec d'Astrium à l'époque, et sur les règles de retour géographique qu'applique l'ESA dans ses choix : l'ESA fonctionne selon une règle dite « de retour géographique », au terme de laquelle chaque Etat est assuré que l'argent qu'il a investi sera au final dépensé sur son territoire sous la forme de financements pour des activités industrielles ou de recherche (source CNES). Donc, il faut raison garder dans cette affaire. Par contre, ne serait-ce pas pour Thales Alenia Space l'occasion d'entrer au capital de la société familiale OHB et de devenir aussi un acteur européen majeur (France, Italie, Allemagne)?

Les marchés financiers

Une baisse des taux directeurs et l'assurance d'une politique au moins aussi accommodante pendant quelques semestres ne sont pas pour déplaire aux marchés financiers. Pourtant, les décisions de la BCE ne sont pas de bonnes nouvelles car elles soulignent le constat d'un risque de comportements déflationnistes (les consommateurs et les investisseurs pourraient différer leurs décisions d'achat aussi longtemps que possible). L'absence de baisse du taux plancher (celui des dépôts, déjà à 0% dont le passage en terrain négatif risquerait de poser quelques problèmes) fait que cette baisse aura peu de répercussion sur les taux de marché et se transmettra essentiellement à l'économie réelle par la baisse du coût des prêts sur 3 ans de la BCE (LTRO échéance début 2015), facturés au taux directeur principal (l'encours résiduel est de plus de 640 milliards d'euros), ce qui permettra aux banques bénéficiant de ces refinancements d'assouplir leurs conditions clientèle. Cela risque d'être insuffisant pour que les taux bancaires en Italie et en Espagne (notamment) baissent suffisamment pour éviter, compte-tenu du fort ralentissement de l'inflation, une hausse des taux réels peu favorable à la croissance !

Les Leaders du secteur Security & Defense

Nom	Pays	Cours au 31/12/12	Cours au 31/10/13	Cours au 14/11/13	▲ / ▼	Depuis le 01/01/13
Rheinmetall	DE	36,4	45,38	43,33	▼	19%
Siemens	DE	82,20	93,59	96,56	▲	17%
ThyssenKrupp	DE	17,76	18,8	19,32	▲	9%
Alcatel-Lucent	FR	1	2,77	3,09	▲	209%
Bull	FR	3,1	3,26	3,21	▼	4%
Dassault Aviation	FR	744,1	911,25	895,7	▼	20%
EADS	FR	29,5	49,9	52,4	▲	78%
Safran	FR	32,6	47,03	48,1	▲	48%
Thales	FR	26,25	44,96	45,67	▲	74%
CNHI / ex Fiat Industrial	IT	8,25	8,84	8,48	▼	3%
Finmeccanica	IT	4,35	5,46	5,08	▼	17%
Hitachi Ltd	JP	504	685	697	▲	38%
Mitsubishi Electric	JP	731	1075	1094	▲	50%
Panasonic	JP	522	985	1031	▲	98%
Sony	JP	958	1877	1786	▼	86%
Assa Abloy	SW	242,9	320,3	329	▲	35%
Axis AB	SW	177,5	222,2	235,6	▲	33%
Saab Group	SW	118,4	129,3	128,6	▼	9%

Nom	Pays	Cours au 31/12/12	Cours au 31/10/13	Cours au 14/11/13	▲ / ▼	Depuis le 01/01/13
Volvo Corp.	SW	88,8	82,95	83,2	▲	-6%
Babcock Int Group	UK	965,5	1274	1307	▲	35%
Bae Systems	UK	336,9	454,6	452,1	▼	34%
Qinetiq Group	UK	183,5	198,6	198	▼	8%
Ultra Electronics	UK	1664	1919	1884	▼	13%
Boeing	US	75,36	130,36	134,52	▲	79%
Cisco Systems	US	19,65	22,5	21,01	▼	7%
Elbit Systems	US	40,05	52,89	53,53	▲	34%
General Dynamics	US	69,27	86,47	87,38	▲	26%
Honeywell International	US	63,47	86,95	88,13	▲	39%
Ingersoll Rand	US	47,96	67,64	67,76	▲	41%
L3 Communications	US	76,62	99,67	101,68	▲	33%
Lockheed Martin	US	92,29	134	137,76	▲	49%
Northrop Grumman	US	67,58	107,75	109,83	▲	63%
Raytheon	US	57,56	82,57	85,9	▲	49%
LEIDOS / ex SAIC	US	11,32	47	48,7	▲	N/A
Tyco International	US	29,25	36,37	37,45	▲	28%
United Technologies	US	82,01	106,39	108,34	▲	32%

DE: Frankfurt, FR: Paris, IT: Milano, UK: London, SW: Stockholm, US: NYSE, JP: Tokyo

BAE Systems Plc

Flottant: 3 210 000 000 actions soit 99,7 % du total des actions

Cours au 31/12/2012 : 336.90 GBP

Cours au 31/10/2013 : 454.60 GBP

Cours au 14/11/2013 : 452.10 GBP

Variation par rapport au 31/12/2012: + 34 %

Dividende 2012: 19,5 GBP soit un rendement de 5,79 %

Actualités : BAE a obtenu du gouvernement américain un contrat de 688M\$ pour le programme de gestion intégrée Paladin, pour la modernisation à coût réduit des équipements du canon de 155mm autotracté et chenillé M109 Howitzer. BAE a conclu un accord de principe avec le gouvernement britannique pour mettre en œuvre une restructuration des activités de la Royal Navy : restructuration du programme de porte-avion de classe Queen Elisabeth, rationalisation des activités des navires pour répondre aux exigences futures de capacité, etc.

Infos utiles

- Une publication bimensuelle
- Rédacteur en chef : Alain Establier
- Société Editrice : SDBR Conseil, SAS domiciliée
26 rue de la République 92150 Suresnes, France
520 236 662 RCS Nanterre
E-mail : admin@securitydefensebusinessreview.com
Web: www.securitydefensebusinessreview.com

- Abonnements: +33 (0) 9 77 19 76 40
- Abonnement annuel : 950 € HT (TVA 19,6%: 1136,20 € TTC)
- Abonnement semestriel : 600 € HT (TVA 19,6% 717,60 € TTC)
- ISSN 2107-7312

Prochain Numéro: **Mardi 03 Décembre 2013**

4 questions à Serge Binet

CEO de Prim'X Technologies

→ SDBR : Qu'est-ce que Prim'X Technologies* ?

SB : Prim'X Technologies a 10 ans, puisqu'elle a été créée en 2003 à Lyon, ce n'est donc plus tout à fait une start-up et c'est maintenant une société bien établie, rentable et donc pérenne. C'est un gage important pour nos clients, concernés par des solutions de long-terme en matière de chiffrement. Prim'X Technologies édite des solutions de chiffrement basées sur le concept du « Full-Data Encryption », ce qui permet aux données d'être protégées en permanence, où qu'elles se trouvent sur l'ensemble du système d'information et quel que soit le support. Notre activité ne s'adresse pas au grand public, mais à un public professionnel mature en matière de chiffrement : administrations, grands comptes entreprises. Nous fonctionnons soit sous forme de cessions de licence d'exploitation avec une partie d'abonnement pour avoir les mises à jour (particulièrement pour nos produits classiques), soit sous forme d'abonnement en mode SaaS.

→ Quelle était l'idée de départ à la création de Prim'X ?

Les 3 fondateurs, dont moi-même, travaillaient déjà dans le milieu de la sécurité et de la cryptographie. Nous avons eu l'idée d'apporter une nouvelle technologie de chiffrement global à l'entreprise, sur la base d'une nouvelle génération d'OS qui arrivait sur le marché, rendant transparent le service pour les utilisateurs et mettant en place un dogme un peu nouveau : c'est bien de dire que l'utilisateur est un acteur de la sécurité, mais finalement on constate qu'il ne respecte pas les procédures de sécurité, ayant d'autres priorités métiers, donc il faut lui apporter une technologie de chiffrement transparente (chiffrement des données à la volée). D'où l'idée d'apporter une sécurité d'infrastructure avec une méthode de chiffrement beaucoup plus globale que ce qui existait. La technologie nous le permettait et le marché commençait à être plus ouvert à ce type d'approche méthodologique. Dès 2006, le CEA nous a fait confiance et continue aujourd'hui encore de travailler avec nous.

→ Parlez-nous du marché du chiffrement civil...

Il y a un marché réel, avec un gros besoin pour les entreprises depuis l'arrivée d'Internet et aujourd'hui avec les affaires Prism et autres. Auparavant il suffisait d'installer une défense périmétrique, physique ou informatique, pour protéger les données. Avec les portables, la défense périmétrique ne fonctionne plus et il faut une défense plus en profondeur. Le chiffrement a un atout sur les autres dispositifs de sécurité, c'est qu'il est passif et peu consommateur de ressources. Par contre, c'est assez complexe technologiquement d'établir un système de chiffrement automatique et transparent. Nous chiffons du disque intégralement, de la data, du mail et depuis peu la gestion de documents dans Microsoft SharePoint (pour Office). En fait, nous chiffons tout sauf la voix, pour l'instant, car cette partie nécessiterait des investissements très lourds. Pour assurer la couverture universelle des données, nous travaillons en R&D par exemple sur le chiffrement des cartes NFC ou sur le Cloud. Nous faisons des efforts de R&D pour conforter par le chiffrement l'aspect souverain du Cloud Computing français.

→ Vos produits sont-ils certifiés ?

Oui tous nos produits sont qualifiés critères communs par l'ANSSI et EAL3+ par un CESTI pour les administrations. Nous passons systématiquement toutes les variantes de nos produits à la certification de ces organismes. Cela représente un coût mais c'est une garantie pour nos clients. De même, nos produits sont qualifiés « Restricted IE » et OTAN, ce qui nous place dans les rares sociétés françaises à pouvoir le revendiquer. Nous sommes de ce fait en cours d'étude pour équiper la Commission Européenne. Nos produits sont disponibles dans les principales langues parlées dans le monde. Notre ambition est de pouvoir développer notre activité hors de France, mais cela passerait par des accords commerciaux avec de grands opérateurs européens. Nous y sommes ouverts, pour démultiplier la portée de nos offres auprès d'entreprises et d'organisations non étatiques.

Propos recueillis par Alain Establier

*Prim'X Technologies : <http://www.primx.eu>